

Le PS veut ajuster les primes au revenu

ASSURANCE MALADIE En congrès à Sursee, le parti est monté au front dans le domaine de la santé. Son assemblée a lancé une initiative visant à réduire les primes pour 85% de la population. Il a aussi abordé l'actualité, comme Gaza et les violences lors de la manifestation à Berne

FANNY SCUDERI, SURSEE

Alors qu'une augmentation de 4,4% des primes maladie pour 2026 a été annoncée il y a 1 mois, le Parti socialiste compte endiguer cette fatalité. Réunis en assemblée dans la salle omnisport de Sursee, ses membres ont massivement sollicité le lancement de l'initiative fédérale «Rabais de primes pour renforcer le pouvoir d'achat.»

«C'est un moment important, l'occasion de prouver à la population que le PS peut faire des propositions concrètes pour améliorer la vie des gens», a défendu le conseiller national vaudois Samuel Bendahan. «Le financement de l'assurance maladie est injuste. Que l'on gagne 1,2 million ou 40 000 francs, la prime est la même», illustre-t-il. L'initiative instaure la gratuité de l'assurance de base pour les moins de 18 ans et la distribution d'un rabais à 85% des ménages. Ce pourcentage définit la répartition du rabais au sein de la population. Le conseiller aux Etats neuchâtelois Baptiste Hurni donne un ordre de grandeur à partir duquel l'assuré participerait aux primes des autres – et donc verrait sa facture augmenter: environ 130 000 francs pour une personne seule, et de 185 000 pour une famille. En dessous de ces seuils, les assurés bénéficieraient d'une réduction.

Cette proposition a rapidement fait réagir le PLR. Dans un communiqué, il accuse le PS de «sattaquer une nouvelle fois aux salaires au lieu de freiner les coûts de la santé». Il assène qu'un revenu imposable de plus de 70 000 francs «devrait désormais financer les primes d'assurance maladie d'autres personnes». La réaction de Baptiste Hurni ne se fait pas attendre: «le PLR ment, c'est une fake news pour jeter l'opprobre sur l'initiative. Il suffit de regarder les statistiques fiscales.» Quelques minutes auparavant, il défendait sur l'estrade du PS l'initiative: «Elle ne résout pas tout. Mais la prime par tête est antisociale. Cette initiative est le début de la réponse aux problèmes des coûts de la santé.»



Les délégués du PS lors d'un vote durant leur congrès de samedi. (SURSEE, 25 OCTOBRE 2025/PHILIPP SCHMIDLI/KEYSTONE)

D'autres initiatives sont en préparation. En attendant, les auteurs de celle pour un rabais sur les primes ont pensé à tout pour une mise en œuvre rapide de leur texte en cas d'acceptation populaire. Une disposition transitoire prévoit que les coûts supplémentaires seront pris en charge par la Confédération. Ce qui signifie que les assurés ne paieraient pas l'augmentation des primes durant le temps de mise en œuvre de l'initiative.

EBS: «J'assume ma part de responsabilité»

Mais c'est encore un projet d'avenir. L'heure est à la récolte de signatures. Elisabeth Baume-Schneider, conseillère

fédérale socialiste chargée du Département de l'intérieur, était présente au congrès. Alors qu'elle participera lundi à une table ronde avec les différents acteurs de la santé, dont le but est de s'accorder sur des mesures visant à réduire les coûts, cette initiative lancée par son propre parti n'est-elle pas une épine dans le pied? «Non. Les primes maladie sont en première position du baromètre des préoccupations de la population, souligne-t-elle au *Temps*. Il est donc légitime que les partis et les cantons fassent des propositions. J'assume ma part de responsabilité dans la maîtrise des coûts. J'ai confiance dans le fait que nous pourrons présenter lundi de premières mesures

d'économies issues de la table ronde.»

Une autre initiative a été défendue au congrès, celle de la Jeunesse socialiste, sur laquelle le peuple se prononcera fin novembre. Le texte veut imposer les successions et les donations dépassant les 50 millions de francs afin de protéger le climat. Dans son discours, le coprésident Cédric Wermuth a fustigé une Suisse «orientée vers les intérêts des riches et des grandes entreprises», plaidant en faveur du texte.

L'actualité a investi le congrès socialiste un peu plus tôt. La coprésidente Mattea Meyer a eu des mots forts sur la guerre à Gaza et les manifestations en

Suisse, face à une assemblée attentive dont certains membres portaient des keffiehs. Elle a dénoncé «la guerre brutale menée par le gouvernement Netanyahu» et «l'inaction de la majorité du Conseil fédéral». Elle a ensuite souligné «qu'il n'est jamais légitime de se solidariser avec les mauvaises personnes». Elle songe au Hamas: «Les massacres du 7-Octobre, les violences sexuelles les plus brutales commises contre des femmes juives, les prises d'otages et les crimes du Hamas sont inexcusables.» Elle insiste: «L'antisémitisme et la glorification du Hamas, qui remettent en question le droit d'Israël d'exister et mettent en danger la vie des personnes juives

ici en Suisse, n'ont pas plus leur place au sein du Parti socialiste que le racisme anti-musulmans.»

Cette prise de parole intervient alors que l'UDC a accusé les socialistes de consentir aux violences qui ont émaillé la manifestation pour la Palestine à Berne le 11 octobre. Ni autorisée ni illégale, la protestation s'est conclue sur un lourd bilan, avec des dégâts matériels de «plusieurs millions de francs» selon les autorités, des manifestants et des policiers blessés, et des centaines de personnes emmenées au poste après un «nassage» policier qui a duré des heures.

«Rien ne justifie les émeutes violentes qui ont eu lieu il y a 2 semaines à Berne. Cette violence n'est ni dans l'intérêt de la population souffrante de Gaza, ni dans celui de toutes celles et tous ceux qui s'engagent sincèrement pour la paix au Proche-Orient», déplore Mattea Meyer.

Trump et la «normalisation de la violence»

La coprésidente déplore aussi la «normalisation de la violence», renforcée par l'élection de Donald Trump aux Etats-Unis, selon elle. Elle accuse le président américain de «détruire la démocratie et de mettre en place un Etat autoritaire». Revenant au débat en Suisse, elle fustige l'UDC, qui «applaudit à l'attitude violente de Trump. Cela n'étonne guère. Depuis des années, ce parti manifeste une grande sympathie pour les comportements autoritaires.» Elle jette la pierre au premier parti de Suisse, qui brandit la hallebarde dans ses campagnes de communication et «fait exactement comme les autocrates: il renonce au discours démocratique et non violent».

Ces critiques laisseront sans doute de marbre Marcel Dettling, le président de l'UDC. Au même moment, il défendait à Wimmis, dans le canton de Berne, l'opposition de l'UDC envers le paquet d'accords entre la Suisse et l'Union européenne dans le cadre de l'assemblée du parti. Lesquels ont fini transpercés par la hallebarde de Marcel Dettling (lire ci-dessous). ■